



Déclaration

Date **Le 7 décembre 1990**
Pour publication **IMMÉDIATE**

90/72

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE
À LA FIN DE LA RÉUNION DE BRUXELLES
SUR LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES DE L'URUGUAY ROUND
LE 7 DÉCEMBRE 1990

Délégation canadienne :

- M. John C. Crosbie, ministre du Commerce extérieur
- M. Don Mazankowski, vice-premier ministre et ministre de l'agriculture
- M. Michael Wilson, ministre des Finances
- M. Benoît Bouchard, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie
- M. Pierre Blais, ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (agriculture)
- M. Charles Mayer, ministre d'État (céréales et oléagineux)

Le ministre du Commerce extérieur et chef de la délégation du Canada, M. John C. Crosbie, a fait la déclaration suivante le 7 décembre 1990.

Bien que le Canada soit extrêmement déçu que la réunion n'ait pas permis d'en arriver à un dénouement heureux de l'Uruguay Round, nous sommes encouragés par les progrès réalisés dans un certain nombre de dossiers et par le fait que les pourparlers se poursuivront à Genève.

Néanmoins, je dois dire que je trouve très frustrant que nous en soyons encore là après quatre ans d'intenses négociations.

Il faut maintenant évaluer avec calme et lucidité notre position et les avenues qui s'offrent à nous. Il ne faut pas que la rancoeur prenne le dessus et rende encore plus difficiles les progrès à venir.

Parallèlement, il ne faut pas se cacher que l'impasse actuelle est due au manque de volonté politique de s'attaquer comme il se doit au dossier agricole. J'espère que cette interruption des pourparlers nous incitera tous à procéder à un examen de conscience et qu'elle confortera notre détermination à s'attaquer au vif du sujet lorsque des pourparlers reprendront à Genève.

Il est clair que la position de la Communauté européenne cette semaine, dans le dossier de l'agriculture, a rendu toute entente impossible. Je souhaite ardemment que celle-ci profitera de ce court délai pour revoir sa position et que les autres pays participants cesseront d'avoir des attentes démesurées par rapport à ce qui peut être réalisé.

Le Canada et d'autres participants à ces négociations ont dit dès le départ qu'il ne pouvait y avoir d'entente sans accord sur l'agriculture. Ce n'était pas du bluff. La Communauté européenne a refusé de tenir compte des exigences fondamentales du Canada, des autres membres du Groupe de Cairns, des États-Unis et de nombreux pays en développement en ce qui concerne le dossier de l'agriculture, et cela a compromis l'aboutissement des négociations cette semaine.

Le Canada entend participer pleinement aux négociations qui suivront. Nous sommes déterminés à obtenir à Genève le genre de résultats qui nous a échappé à Bruxelles.

Il y a eu des progrès dans un certain nombre de domaines comme les sauvegardes, les subventions, les mesures compensatoires, les mesures antidumping, les textiles et les services. Grâce à la proposition mise de l'avant par le Canada et plusieurs autres pays, le dossier des services financiers a grandement progressé à Bruxelles.

Nous sommes déçus, mais nous n'avons pas perdu courage. En fait, dans plusieurs secteurs, les enjeux sont trop élevés pour que le Canada perde espoir ou pour qu'il atténue son engagement envers la conclusion heureuse de l'Uruguay Round. Nous avons besoin d'un accord global qui, pour la première fois, s'appliquerait aux secteurs clés de l'agriculture et des services, et qui offrirait un moyen moderne et efficace de régler les différends commerciaux.

Nous ne renoncerons pas à ce processus. Le Canada et toutes les autres nations commerçantes doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir la tendance vers une plus grande libéralisation des échanges internationaux.

Entre-temps, le Canada continuera de défendre ses intérêts commerciaux là où des progrès sont possibles. La difficulté d'en arriver à un accord dans le cadre des négociations commerciales multilatérales prouve à quel point l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis est vital pour l'avenir économique de notre pays.

Nous poursuivrons notre politique commerciale à double volet, persuadés que la libéralisation des échanges régionaux doit se compléter d'un système commercial multilatéral vigoureux.

Nous poursuivrons la libéralisation des échanges dans toutes les instances possibles sur la scène internationale. Outre les négociations commerciales multilatérales (NCM) et l'Accord de libre-échange, nous avons l'intention de poursuivre nos consultations relativement à l'initiative commerciale du Mexique et des États-Unis. De plus, nous oeuvrerons activement au sein de regroupements économiques internationaux comme l'Association de coopération économique dans la région de l'Asie et du Pacifique et le Groupe de Cairns afin de promouvoir l'ouverture du système commercial international.

Permettez-moi de vous rappeler ce qui a incité le Canada à participer à ces négociations. Nous avons et nous avons encore cinq grands objectifs : améliorer les conditions d'accès aux marchés; assujettir le commerce des produits agricoles à l'Accord général; définir un nouveau cadre pour le commerce des services; élaborer, au sein du GATT, des règles plus précises et plus efficaces concernant le commerce des produits agricoles; et, enfin, consolider le cadre institutionnel du GATT.

Je tiens à remercier les représentants des provinces et du secteur privé qui étaient avec nous, ici, cette semaine. La collaboration des représentants des provinces a été importante au cours de cette semaine souvent difficile. Les conseils des représentants du secteur privé ont été une source d'inspiration pour notre délégation.

À partir d'aujourd'hui, nous ne négligerons aucun effort pour que les négociations d'Uruguay connaissent une issue heureuse à Genève au début de l'année qui vient.